

Marx et le problème de la dictature du prolétariat

1918, traduction française 1934

Dans la polémique qu'elle a soutenue contre Edouard Bernstein, Rosa Luxemburg a écrit avec juste raison : « *la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'a soulevé chez Marx et Engels aucun doute à aucun moment de leur activité* » (*Réforme ou Révolution*).

Pourtant, les conditions dans lesquelles devrait s'effectuer cette conquête n'ont pas apparu à Marx et à Engels de façon tout à fait identique dans les différentes périodes de leur vie.

« *A leurs débuts, écrit Kautsky dans son article « Démocratie et Dictature », Marx et Engels ont subi une forte influence du blanquisme, tout en adoptant, dès l'abord, à son égard, une attitude critique. La dictature du prolétariat, à laquelle ils aspiraient dans leurs premiers ouvrages, conservait encore bien des traits blanquistes.* »

Cette affirmation pêche par une certaine inexactitude. Si tant est que Marx considérait les blanquistes de 1848 comme un parti représentant le prolétariat révolutionnaire français – ce en quoi il faisait abstraction de l'apport du révolutionnisme petit-bourgeois qui teintait sensiblement l'idéologie et la politique du blanquisme – il n'en est pas moins vrai qu'il n'existe pas suffisamment de données pour affirmer que Marx et Engels se trouvaient sous l'influence des idées de Blanqui et de ses partisans : Kautsky a raison lorsqu'il signale qu'ils avaient envers ceux-ci une attitude critique. Leur conception initiale de la dictature du prolétariat se plaçait, indéniablement sous l'influence de la tradition jacobine de 1793, dont les blanquistes étaient également pénétrés pour leur part. Le puissant exemple historique de la dictature politique exercée, à l'époque de la terreur, par les classes inférieures de la population parisienne a servi de point de départ à Marx et Engels dans leurs développements sur la future conquête du pouvoir politique par le prolétariat. En 1895 (dans la préface de *La guerre civile en France*), Engels a établi le bilan de l'expérience que son ami et lui-même ont puisée dans les révolutions de 1848 et de 1871 : « *Le temps est passé des révolutions accomplies par la prise soudaine du pouvoir par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes.* » Lorsqu'il parle ainsi, Engels reconnaissait que, dans la première période de leur activité, il s'agissait pour lui et pour Marx, justement de la conquête du pouvoir politique « *par une minorité consciente à la tête des masses inconscientes* ».

En d'autres mots, il s'agissait justement de refaire au XIX^e siècle, l'expérience de la dictature jacobine, où le rôle des jacobins et des cordeliers serait tenu par les éléments révolutionnaires conscients du prolétariat, lesquels s'appuieraient sur la fermentation sociale confuse des masses populaires. Par la politique adroite, que, par sa science de la pratique et de la théorie du socialisme scientifique, elle saurait mener après la prise du pouvoir, cette avant-garde devrait associer les larges masses prolétariennes aux problèmes historiques du lendemain de la révolution et les élever au rang d'auteurs conscients de l'action historique. Seule, une telle conception de la dictature du prolétariat pouvait permettre à Marx et Engels d'envisager que, après une accalmie plus ou moins prolongée, la révolution de 1848 – commencée par un dernier corps à corps entre la société féodale et la bourgeoisie et par des conflits internes entre les différentes couches de cette dernière – trouverait sa conclusion dans la victoire historique du prolétariat sur la société bourgeoise.

En 1895, Engels a reconnu l'inconsistance de cette conception :

« *Du moment que la situation appelle la transformation totale de l'ordre social, les masses doivent y participer directement, et elles doivent avoir la compréhension de ce qui est en jeu et de ce qu'il faut conquérir. Voilà ce que nous a enseigné l'histoire du dernier demi-siècle.* »

Cela ne veut pas dire pourtant qu'en 1848 Marx et Engels ne tenaient pas entièrement compte des nécessaires prémices historiques de la révolution socialiste. Non seulement ils reconnaissaient qu'il était nécessaire d'être arrivé à un niveau assez élevé du capitalisme pour rendre la transformation socialiste possible, mais ils n'avaient encore la possibilité de conserver le pouvoir politique aux mains du prolétariat au cas où cette condition préalable n'aurait pas été réalisée. En 1846, dans une lettre à M. Hess, W. Weitling relatait ainsi sa rupture avec Marx :

« *Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne peut être question actuellement de la réalisation du communisme en Allemagne ; que c'est, d'abord à la bourgeoisie de s'emparer du pouvoir.* »

Le mot « nous » se rapportait à Marx et Engels puisque Weitling disait plus loin :

« *Sur cette question Marx et Engels ont très violemment discuté avec moi.* »

En octobre-novembre 1847 dans son article : *La critique moralisante*, Marx écrivait à ce sujet avec une entière netteté :

« *S'il est exact que, politiquement, c'est-à-dire, à l'aide de son pouvoir d'Etat, la bourgeoisie « maintient l'injustice des rapports de propriété » [expression d'Heinzen], il n'en est pas moins vrai qu'elle ne les crée pas. L'injustice des rapports de propriété ... ne doit en rien son origine à la domination politique des classes bourgeoises, mais c'est au contraire, la domination de la bourgeoisie qui découle des rapports actuels de la production ... Pour cette raison, si le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, sa victoire sera seulement un moment dans le processus de la révolution bourgeoise elle-même et servira la cause de celle-ci dont elle favorise le développement ultérieur, ainsi que cela fut en 1794 et que sera encore, tant que la marche, le « mouvement » de l'histoire n'aura pas élaboré les facteurs matériels qui créeront la nécessité de mettre fin aux méthodes bourgeoises de la production et, par voie de conséquence, à la domination politique de la bourgeoisie* » (*Legs littéraire, tome II, p. 512-513 ; souligné par nous*).

Il en résulte que Marx admettait la possibilité d'une victoire politique du prolétariat sur la bourgeoisie à un moment du développement historique où les conditions préalables de la révolution socialiste ne seraient pas encore mûres. Mais il affirme qu'une telle victoire serait passagère et il prédit, avec une prescience géniale, qu'une conquête prématurée, au point de vue historique, du pouvoir politique par le prolétariat serait « seulement un moment dans le processus de la révolution bourgeoise elle-même ». Il convient de conclure que – dans le cas d'une telle conquête notoirement « prématurée » du pouvoir – Marx considérerait comme obligatoire, pour les éléments conscients du prolétariat, d'avoir une politique qui tienne compte de ce que cette conquête représente, objectivement, « seulement un moment dans le processus de la révolution bourgeoise elle-même » et qu'elle « servira la cause de celle-ci dont elle favorisera le développement ultérieur » : politique qui amènerait le prolétariat à limiter volontairement la position et la solution des problèmes révolutionnaires. Car le prolétariat pourra remporter une véritable victoire sur la bourgeoisie – et non seulement pour la bourgeoisie – seulement lorsque « la marche de l'histoire aura élaboré les facteurs matériels qui créeront la *nécessité* (même pas seulement la *possibilité* objective. J.M.) de mettre fin aux méthodes bourgeoises de la production ».

Les paroles suivantes de Marx expliquent dans quel sens une victoire passagère du prolétariat pourrait devenir un moment dans le processus de la révolution bourgeoise :

« Le règne de la terreur en France a pu servir seulement à effacer, comme par miracle, sous ses terribles coups de massue, toutes les ruines de la féodalité de la surface de la France. Avec sa circonspection timorée, la bourgeoisie n'aurait pas pu venir à bout de ce travail en plusieurs décades. Par conséquent, les actes sanglants du peuple ont servi seulement à niveler la route de la bourgeoisie. »

Le règne de la terreur en France a été une domination momentanée de la petite bourgeoisie démocratique et du prolétariat sur l'ensemble des classes possédantes, y compris la bourgeoisie authentique. Marx affirme ici avec la plus grande netteté qu'une telle domination momentanée ne peut servir de point de départ à une transformation socialiste, à moins que ne se soient élaborés, préalablement, les facteurs matériels qui rendent celle-ci indispensable. On dirait que Marx a écrit spécialement à l'intention de ceux qui considèrent le simple fait de l'éventuelle conquête du pouvoir par la petite bourgeoisie démocratique et par le prolétariat comme une preuve de la maturité de la société pour la révolution sociale. Mais on dirait aussi qu'il a écrit spécialement à l'intention de ceux parmi les socialistes, aux yeux desquels une révolution, bourgeoisie quant à ses objectifs, ne saurait admettre qu'au cours de son développement le pouvoir échapper (momentanément) aux mains de la bourgeoisie pour passer aux masses démocratiques ; à l'intention des socialistes qui considèrent comme utopique la seule idée d'un tel déplacement du pouvoir et qui ne se rendent pas compte que ce phénomène est « seulement *un moment dans le processus de la révolution bourgeoise elle-même* », un facteur assurant, sous certaines conditions, la suppression plus complète, plus radicale des obstacles qui se dressent sur le chemin de cette révolution.

2

La révolution européenne de 1848 n'a pas abouti à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Peu de temps après les journées de juin, Marx et Engels ont commencé à se rendre compte que les conditions historiques de cette conquête n'étaient pas encore mûres. Pourtant ils ont surestimé le rythme du développement historique en envisageant, comme on le sait, un nouvel assaut révolutionnaire dès les plus proches années à venir, avant même que meure la dernière vague de la tempête de 1848. Et les nouveaux facteurs à la faveur desquels le pouvoir était, désormais, susceptibles de passer aux mains du prolétariat, ils ne les voyaient pas seulement dans la fructueuse expérience que celui-ci avait récoltée dans les combats de classe de « l'année démente », mais encore dans l'évolution subie par la petite bourgeoisie et qui leur semblait devoir la pousser irrésistiblement vers une union solide avec le prolétariat.

Dans *La lutte des classes en France* et, plus tard, dans le *Dix-huit brumaire*, Marx a constaté le reflux de la petite bourgeoisie démocratique des villes vers le prolétariat, reflux qui a pris forme vers la fin de 1848 ; et, dans le deuxième des ouvrages indiqués, il a annoncé la probabilité d'un prochain reflux analogue de la part des petits paysans parcellaires, déçus par la dictature de Napoléon III dont ils auront été les principaux créateurs et le plus fort soutien.

« Les intérêts des paysans, écrivait-il, ne se confondent plus avec ceux de la bourgeoisie et du capital, comme c'était le cas sous Napoléon Ier ; au contraire, ils s'y opposent. C'est pourquoi ils trouvent un allié naturel et un guide dans le prolétariat des villes, dont la destinée est de renverser l'ordre bourgeois » (Le 18 brumaire, cité d'après l'édition allemande, p. 102).

Ainsi, le prolétariat n'avait plus à « patienter » d'être devenu la majorité absolue pour conquérir le pouvoir politique. Grandi lui-même grâce au développement du capitalisme, il bénéficiait, de plus, de l'appui des petits propriétaires de la ville et des campagnes, que l'effritement des assises de la propriété privée éloignait de la bourgeoisie capitaliste.

C'est dans ce fait nouveau que – lorsque, après une interruption de vingt ans, le processus révolutionnaire s'est ranimé pour aboutir à la Commune de Paris – Marx a cru voir une chance en faveur du dénouement de cette insurrection par la dictature du prolétariat, effective et solide.

Marx a écrit dans *La guerre civile* :

« C'était la première révolution où la classe ouvrière eût été reconnue seule capable d'une initiative sociale : elle a été reconnue comme telle par le Tiers Etat de Paris – petits marchands, artisans, commerçants – par tous, à l'exception des riches capitalistes ... Cette masse, appartenant au Tiers Etat, avait participé, en 1848, à l'écrasement de l'insurrection ouvrière et, aussitôt après, sans le moindre scrupule, l'assemblée constituante l'avait jetée en pâture à ses créanciers ... Cette masse avait l'intuition qu'il lui fallait maintenant choisir entre la

Commune et l'Empire ... Après que la bande errante des anciens courtisans bonapartistes et des capitalistes eut fui de Paris, le véritable « parti de l'ordre » du Tiers Etat, qui se nomma « Union républicaine », se rangea sous le drapeau de la Commune et défendit celle-ci contre les calomnies de Thiers » (La guerre civile en France, édition russe de Bouréviesnik, pp. 36-37).

En 1845 déjà, alors qu'il s'orientait seulement vers le socialisme, Marx déterminait dans *L'Introduction à la critique de la philosophie du droit d'Hegel*, les conditions nécessaires pour permettre à une classe révolutionnaire de prétendre à une situation dominante dans la société. Pour cela, elle doit paraître aux yeux de toutes les masses opprimés par le régime existant comme « la classe libératrice par excellence », éventualité possible dès que la classe, contre laquelle est mené le combat, est devenue aux yeux des masses en question « la classe d'oppression par excellence ». En 1848, cette éventualité n'existait certainement pas : la décomposition de la petite propriété n'était pas encore assez avancée.

En 1871, la situation paraissait être tout autre. A cette époque, Marx et Engels s'étaient, sans aucun doute, affranchis de l'influence de la tradition jacobine d'une « minorité consciente » à la tête des masses inconscientes (c'est-à-dire : simplement révoltées. J. M.). C'est donc justement sur le fait que les petits propriétaires entraînés à la ruine se groupaient sciemment autour du prolétariat socialiste que les deux grands théoriciens du socialisme scientifique ont basé leur pronostic favorable quant à l'issue de l'insurrection parisienne, commencée, on le sait, contrairement à leurs souhaits. Ils avaient certainement raison en ce qui concerne la petite bourgeoisie citadine (tout au moins, la parisienne). Contrairement à ce qui s'était passé après les journées de juin, le massacre des communards du mois de mai n'a pas été l'œuvre de toute la société bourgeoise, mais celle, uniquement, des classes capitalistes ; la petite bourgeoisie n'a pas participé en rien à l'écrasement de la Commune, ni à l'orgie réactionnaire qui en a été le prolongement. Marx et Engels ont vu beaucoup moins juste en ce qui concerne les paysans. Dans *La guerre civile*, Marx croyait que l'isolement de Paris et la brève durée de la Commune ont seul empêché les paysans de se joindre à la révolution prolétarienne. Et il poursuivait ainsi le fil des raisonnements dont *Le 18 brumaire* a fourni le début :

« Le paysan a été bonapartiste parce qu'il confondait la grande révolution et les avantages apportés par elle avec le nom de Napoléon. Sous le Second Empire, cette erreur avait presque complètement disparu. Ce préjugé de l'ancien temps n'aurait pas pu résister à l'appel de la Commune qui touchait aux intérêts vitaux, aux besoins immédiats des paysans. Messieurs les ruraux comprenaient parfaitement que si le Paris de la Commune communiquait librement avec les départements, l'ensemble de la paysannerie s'insurgerait au bout de quelque trois mois » (p. 38).

L'histoire de la Troisième République a démontré que sur ce point, Marx s'était trompé. Dans les années 1870, les paysans (comme, du reste, une grande partie de la petite bourgeoisie citadine de la province française) étaient encore très loin de rompre avec le capital et la bourgeoisie, de reconnaître en celle-ci « la classe d'oppression », de considérer le prolétariat comme la « classe libératrice » et de confier à ce dernier la direction de leur mouvement. En 1895, toujours dans la préface de *La lutte des classes*, Engels devait dire : « Il s'est avéré une fois de plus, vingt ans après les événements de 1848-1851, que le pouvoir de la classe ouvrière n'était pas possible », car « la France n'a pas soutenu Paris ». (D'autre part, Engels désignait, comme cause de la défaite, l'absence d'unité au sein même du prolétariat insurgé, ce qui témoignait de son insuffisante maturité révolutionnaire et le poussait à gaspiller ses forces dans une « lutte stérile entre blanquistes et proudhoniens »).

Mais de quelque nature que pût être l'erreur de Marx dans l'évaluation réelle des forces en présence, il traçait en 1871, très clairement le problème de la dictature du prolétariat. « *La Commune*, disait-il, *a été la représentation authentique de tous les éléments sains de la société française ; pour cette raison, elle a été réellement un gouvernement national.* » (*La guerre civile*, p. 38, souligné par nous).

Par conséquent, selon Marx, la dictature du prolétariat ne trouve pas son expression dans l'écrasement, par le prolétariat, de toutes les classes non-prolétariennes de la société, mais, au contraire, dans la soudure, autour du prolétariat, de tous les « éléments sains de la société » – tous, sauf les « riches capitalistes », sauf la classe contre laquelle est dirigée la lutte historique du prolétariat. D'après sa composition et d'après ses tendances, le gouvernement de la Commune a été un gouvernement ouvrier. Pourtant ce n'est pas pour avoir été imposé par la violence à une majorité de masses non-prolétariennes que ce gouvernement a été l'expression de la dictature du prolétariat, mais, au contraire, parce que ces ouvriers et ces « défenseurs notoires de la classe ouvrière » avaient reçu le pouvoir de cette majorité même. Marx soulignait que « *la Commune était formée de conseillers municipaux élus dans les circonscriptions parisiennes au suffrage universel ... En supprimant ceux des organes de l'ancien pouvoir gouvernemental qui servaient seulement à opprimer le peuple, la Commune a dépouillé de ses fonctions légales le pouvoir qui prétendait se tenir au-dessus de la société et les a transmis aux serveurs responsables de celle-ci ... Le peuple organisé en communes était, désormais, appelé à se servir du suffrage universel exactement comme n'importe quel employeur qui se sert de son droit individuel de choisir les ouvriers, les surveillants, les comptables pour ses entreprises* » .

L'organisation entièrement démocratique de la Commune, basée sur le suffrage universel, sur la révocabilité immédiate de tout mandataire par simple décision de ses électeurs, sur la suppression du fonctionariat et de la force armée opposée au peuple, sur l'électivité de toutes les fonctions : voilà ce qui forme, selon l'exposé de Marx, l'essence de la dictature de classe du prolétariat. Il n'est question chez lui d'aucune opposition de la dictature à la démocratie.

Déjà en 1847, dans son projet initial du *Manifeste communiste*, Engels écrivait :

« Elle (la révolution du prolétariat) établira en tout premier lieu l'administration démocratique de l'Etat et instaurera ainsi, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. Directement : en Angleterre où les prolétaires forment la majorité du peuple ; indirectement : en France et en Allemagne où la majorité du peuple n'est pas composée seulement de prolétaires, mais encore de petits paysans et de petits

bourgeois, qui commencent seulement de passer au sein du prolétariat et dont les intérêts politiques tombent, de plus en plus, sous la dépendance du prolétariat » (Les principes du communisme, traduction russe sous la rédaction de Zinoviev, p. 22).

« Le premier pas de révolution, déclare le Manifeste, consiste dans l'élévation du prolétariat au rang de classe dominante, dans la conquête de la démocratie. »

Entre l'élévation du prolétariat au rang de classe dominante et la conquête de la démocratie, Marx et Engels posaient le signe d'égalité. Ils comprenaient l'utilisation du pouvoir politique par le prolétariat seulement dans les formes d'une démocratie totale.

Au fur et à mesure que Marx et Engels acquéraient la certitude que le socialisme pourra vaincre uniquement s'il s'appuie sur la majorité du peuple acceptant sciemment son programme positif, leur conception de la dictature de classe se vidait de toute substance jacobine. Mais du moment que la notion de la dictature s'est modifiée de la sorte, quelle est donc la substance positive qu'elle contient encore ? Exactement celle qui se trouve formulée avec une précision suffisante dans le programme de notre parti, programme rédigé à une époque où les discussions théoriques provoquées par le « bernsteinianisme » ont incité les marxistes à polir et à déterminer avec soin certaines expressions qu'un long usage courant dans la lutte politique quotidienne avait sensiblement vidée de sens précis.

Le programme du Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie a été le seul programme officiel d'un parti ouvrier, qui définit l'idée de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat dans les termes de « dictature de classe ».

Puisque Bernstein, Jaurès et d'autres critiques du marxisme s'obstinaient à donner à l'expression : « dictature du prolétariat » le sens blanquiste du pouvoir détenu par une minorité organisée et reposant sur la violence que celle-ci exerce sur la majorité, les auteurs du programme russe ont été obligés de délimiter le plus étroitement possible le sens de cette idée politique. Ils l'ont fait en affirmant que la dictature du prolétariat est le pouvoir de ce dernier pouvoir tel qu'il est capable d'écraser toute résistance que les classes exploitrices pourraient opposer à la réalisation de transformation d'ordre socialiste et révolutionnaire.

Tout simplement.

Une force effective concentrée aux mains du pouvoir d'Etat et capable de réaliser la volonté consciente de la majorité en dépit de la résistance d'une minorité économiquement puissante – c'est cela la dictature du prolétariat et elle ne peut être autre chose en accord avec l'enseignement de Marx. Non contente de s'accommoder du régime de la démocratie, une telle dictature peut exister uniquement dans le cadre de la démocratie, dans le plein exercice de l'égalité politique absolue de tous les citoyens. Une telle dictature peut être envisagée seulement dans la mesure où le prolétariat aura effectivement soudé autour de lui « tous les éléments sains de la nation », c'est-à-dire : tous ceux qui ne peuvent que gagner aux transformations révolutionnaires inscrites dans le programme du prolétariat, dans la mesure où le développement historique aura amené ces éléments à reconnaître le bénéfice qu'ils retireront de ces transformations. Le gouvernement, qui incarnera une telle dictature, sera, dans toute l'acception du terme, un « gouvernement national ».